

LES TEXTES DE RÉFÉRENCE

Textes	Principales dispositions
Loi Besson n°90-449 du 31/5/1990	Mise en oeuvre du droit au logement en tant que solidarité nationale. Instauration obligatoire des PDALPD dans tous les départements.
Loi n°98-657 du 29/7/1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions	Important dispositif de prévention des expulsions locatives : passage d'une logique d'ordre public à une logique de travail social et de prévention, dispositif de veille sociale obligatoire chargé d'informer et d'orienter les personnes en difficultés.
Loi n° 2000-614 du 5/7/2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage	Instauration du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants d'implanter des aires d'accueil permanentes.
Loi n°2000-1208 du 13/12/2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU)	Objectifs de 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants, hors Ile de France.
Loi n° 2003-710 du 1/8/2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine	Création de l'ANRU.
Loi 2004-809 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales	Renforcement du rôle des collectivités locales. Depuis le 1 ^{er} janvier 2005, elles peuvent devenir délégataires de la gestion des aides publiques destinées au logement locatif social, à la réhabilitation du parc privé et à la création de places d'hébergement. Transfert aux départements du financement et de la gestion du FSL.
Loi n° 2005-32 du 18/1/2005 de programmation pour la cohésion sociale	Le plan de cohésion sociale 2005/2009 a mis en place un plan de relance de la production de logements locatifs sociaux et de places d'hébergement : financement en PLAI, places supplémentaires dans les CHRS urgence et en Maisons relais.
Loi n°2006-876 du 13/7/2006 portant Engagement National pour le Logement (ENL)	Le rôle du PDALPD est renforcé. Il fixe par secteur géographique les objectifs à atteindre pour assurer la mise à disposition d'un logement pérenne aux ménages. Elle inscrit la prévention des expulsions locatives et la lutte contre l'habitat indigne comme des axes prioritaires du plan.
Loi n°2007-290 du 7/03/2007 instituant le Droit au Logement Opposable (DALO)	Création du DALO qui fait de l'Etat le garant du droit au logement en créant une possibilité de recours judiciaire pour certains publics en graves difficultés de logement.
Décret n°2007-1688 du 29/11/2007 relatifs aux PDALPD	Renforcement du caractère opérationnel du PDALPD par la fixation d'objectifs plus précis, en partant des besoins des ménages défavorisés.
Loi 2009-323 du 25/03/2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre les Exclusions (MLLE)	Création des Commissions de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX). Création des Plans Départementaux d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion (PDAHI).

Loi 2012-788 du 12/07/2010 portant engagement national pour l'environnement ou loi Grenelle 2	Elle fait de la lutte contre la précarité énergétique un objectif des PDALPD.
Loi n° 2014-173 du 21/02/2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale (loi Lamy) qui porte la réforme de la politique de la ville	Signature d'une convention d'équilibre territorial dans les EPCI qui ont des quartiers politique de la ville. Définition des objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale pour les attributions de logements sociaux en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Loi n° 2024-366 du 24/03/2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR)	<p>Fusion des PDALPD et les Plans Départementaux d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion (PDAHI) et création des PDALHPD.</p> <p>En matière d'hébergement, elle donne une définition juridique aux Services Intégrés d'Accueil et d'Orientation (SIAO) et définit leurs missions réglementaires.</p> <p>En matière de prévention des expulsions, renforcement des missions des CCAPEX et obligation de signalement des impayés locatifs. Généralisation des chartes de prévention de l'expulsion locative définissant les engagements de chacun des partenaires.</p> <p>En matière de lutte contre l'habitat indigne, amélioration des outils disponibles pour la lutte contre l'habitat indécent, indigne et les marchands de sommeil.</p> <p>En matière d'accès au logement, désignation des EPCI disposant d'un PLH comme pilotes d'une stratégie d'attribution des logements sociaux sur leur territoire. Mise en place d'un plan partenarial de gestion de la demande en logement social qui doit prendre en compte les situations et l'accompagnement des ménages fragiles du public du plan.</p>
Loi n°2015-991 du 7/08/2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)	Réaffirmation des compétences sociales des départements, avec des compétences ciblées sur les solidarités territoriales et humaines.
Loi du 15/8/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte	Fixation d'objectifs ambitieux à la rénovation énergétique, en ciblant la moitié des logements à rénover parmi ceux occupés par des ménages aux revenus modestes, visant ainsi une baisse de 15 % de la précarité énergétique d'ici 2020. Par ailleurs, tous les logements privés résidentiels énergivores doivent être rénovés, avec des aides prévues pour soutenir les ménages les plus précaires.
Décret n° 2015-1384 du 30/10/2015 relatif à la CCAPEX	Composition des CCAPEX, révision des règlements intérieurs, périmètre de la commission départementale et des sous-commissions.
Décret n° 2016-393 du 31/03/2016 relatif à la charte de prévention	Modalités d'élaboration d'une charte de prévention de l'expulsion locative.
Loi n° 2017-86 du 27/01/2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (ECL)	Renforcement des compétences des EPCI en matière de politique d'attribution de logements sociaux.